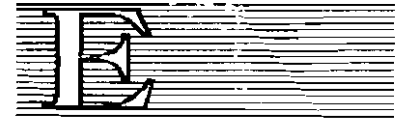
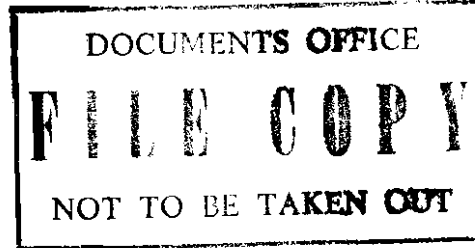


21872



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.: GENERALE

E/ECA/CM.22/10
24 avril 1996

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Dix-septième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)
30 avril - 3 mai 1996

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Trente et unième session de la Commission/
vingt-deuxième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)
6-8 mai 1996

**EVALUATION DU PROGRAMME A LA COMMISSION ECONOMIQUE
POUR L'AFRIQUE
(Rapport intérimaire pour la période biennale 1994-1995)**

I. INTRODUCTION

1. En 1993, la Conférence des ministres a examiné et approuvé un calendrier pour l'évaluation du programme à la CEA couvrant la période du plan à moyen terme (PMT) 1992-1997 (Annexe I).
2. Conformément à ce calendrier et à la politique de l'Organisation des Nations Unies en matière d'évaluation des programmes, tous les sous-programmes devaient faire l'objet d'une évaluation au moins pendant la période couverte par le PMT. Au cours de la période biennale 1992-1993, six sous-programmes ont fait l'objet d'une évaluation. Ces sous-programmes comptaient parmi les 21 sous-programmes établis lors du lancement du PMT 1992-1997 et regroupés, en 1994, en neuf sous-programmes.
3. Les résultats de ces évaluations ainsi que le suivi assuré durant la période biennale 1992-1993 ont fait l'objet de rapports présentés à la Conférence des ministres, respectivement en 1994 et 1995 (documents E/ECA/CM.20/27 et ECA/CM.21/13).
4. Le présent document a pour objet de soumettre à l'examen de la Conférence des ministres de la CEA les résultats des études d'évaluation entreprises au cours de la période biennale 1994-1995 et concernant les sous-programmes suivants :

Sous-programme 2	:	Commerce, coopération économique et intégration régionales;
Sous-programme 3	:	Lutte contre la pauvreté par le biais d'un développement durable;
Sous-programme 5	:	Mise en valeur des ressources humaines et transformation sociale;
Sous-programme 7	:	Mise en valeur des ressources naturelles et de l'énergie; et
Sous-programme 9	:	Femmes et développement.

5. Toutes les études, à l'exception de celles concernant le sous-programme 7, ont été établies par les directeurs de programme concernés sous forme d'auto-évaluations. L'étude d'évaluation sur la mise en valeur des ressources naturelles et de l'énergie a cependant été menée sous forme d'évaluation approfondie donnant suite à la résolution 776 (XXIX de la Conférence des ministres, en date du 4 mai 1994, sur "L'élaboration et le renforcement du programme d'activités de la Commission économique pour l'Afrique dans le domaine des ressources naturelles, de l'énergie et des affaires maritimes" (Annexe II).
6. Le présent rapport étant directement lié au programme de travail de la CEA, il couvre également le rapport du Corps commun d'inspection (CCI) sur l'"évaluation du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (UN-NADAF)".
7. La Conférence pourrait faire, en tant que de besoin, des recommandations appropriées sur les dispositions à prendre au regard des résultats et conclusions des études d'évaluation.

II. AUTO-EVALUATION

8. Les opérations d'auto-évaluation sont partie intégrante des efforts déployés par le secrétariat pour améliorer et renforcer le suivi et l'évaluation de son programme de travail global. Les résultats et conclusions des études doivent guider et servir de base dans l'exécution des activités prévues.
9. Les informations concernant les études d'auto-évaluation de la CEA pour la période biennale 1994-1995 seront également intégrées dans le rapport biennal sur l'évaluation des programmes que le Secrétaire général présentera en 1996 à l'Assemblée générale des Nations Unies.

10. Ci-dessous figurent des synthèses des études d'auto-évaluation du programme entreprises au cours de la période biennale 1/.

SOUS-PROGRAMME 2 : COMMERCE, COOPERATION ECONOMIQUE ET INTEGRATION REGIONALES

A. Idée maîtresse, activités et résultats

11. Le sous-programme est né, à la suite de la révision du plan à moyen terme pour la période 1992-1997, de la fusion en un seul sous-programme de trois anciens sous-programmes figurant ci-dessous :

- A) Coopération et intégration économiques;
- b) Développement du commerce et coopération; et
- c) Tourisme.

12. Depuis la fin des années 80 et le début des années 90, la CEA a en fait davantage mis l'accent sur la coopération et l'intégration économiques. Des mesures ont été prises pour renforcer l'incidence du programme :

- a) Un accroissement relativement réduit mais significatif des crédits budgétaires autorisés au titre du sous-programme par rapport à la période biennale précédente (environ 12%);
- b) Une nouvelle conception du programme;
- c) Une réorientation de la stratégie d'exécution; et
- d) Le lancement d'un processus de réorientation et de renforcement des centres multinationaux de programmation et d'exécution de projets (MULPOC).

13. Les vives préoccupations que les MULPOC ont suscitées sont conformes aux recommandations formulées par le Secrétaire général dans le cadre de l'évaluation approfondie du sous-programme "Questions et politiques relatives aux développement" de la Commission économique pour l'Afrique, évaluation centrée entre autres sur les MULPOC (le rapport de l'examen triennal de cette évaluation approfondie a été présenté à la Conférence en 1994 [document E/AC.51/1994/5]).

14. Au cours de la période biennale, le sous-programme a essentiellement porté sur :

- a) Le renforcement des communautés économiques régionales (CER) à la fois aux niveaux institutionnel et sectoriel, l'accent étant mis sur la rationalisation, l'harmonisation et la coordination de leurs activités;
- b) La relance du commerce intérieur et extérieur africain; et
- c) Le renforcement de la participation de l'Afrique aux principales négociations internationales concernant la monnaie, les finances et le commerce.

1/ Les études d'auto-évaluation sont des documents internes disponibles.

15. Un exemple significatif des efforts fournis pour ériger les principales conférences et réunions en plates-formes de discussion des questions cruciales liées aux bouleversements que connaît actuellement l'économie mondiale est fourni par l'adoption de documents techniques et/ou de résolutions à cet égard sur des sujets tels que la problématique du financement du développement en Afrique; l'impact de la dévaluation sur le Cadre africain pour la mise en oeuvre des accords du Cycle d'Uruguay par les pays africains.

16. L'attention a continué d'être accordée en priorité aux questions de rationalisation et de renforcement des communautés économiques régionales (CER) et des autres organisations intergouvernementales (OIG). C'est dans ce cadre que des propositions portant sur une nouvelle approche de la rationalisation et de l'harmonisation des groupements régionaux ainsi que des études de faisabilité sur la rationalisation des institutions parrainées par la CEA ont été avancées et discutées lors des réunions annuelles de la Commission en 1994 et 1995. Bien que les progrès enregistrés dans ce domaine aient en été plutôt lents, il est à noter que les Etats membres sont de plus en plus conscients de la nécessité de rationaliser les institutions existantes. A cet égard, il a été procédé au lancement d'un projet financé par le PNUD destiné à mettre en place les ressources nécessaires à la rationalisation et à l'harmonisation des programmes concernant des groupements régionaux et des centres techniques.

17. En plus des conférences statutaires, une série de réunions ont été tenues à l'initiative du secrétariat, dont la Conférence internationale sur les Négociations commerciales multilatérales du Cycle d'Uruguay tenue à Tunis en octobre 1994 qui a abouti à l'adoption d'un "Cadre d'action pour l'assistance technique des pays africains dans le cadre de la mise en oeuvre des accords du Cycle d'Uruguay".

18. Nombre d'études et de rapports ont été élaborés au titre du sous-programme durant la période biennale : 43 rapports à l'intention des organes délibérants, 11 publications en série (périodiques) et 30 publications spéciales (non périodiques).

19. Certaines des publications non périodiques ont été consacrées à des questions commerciales telles que les perspectives et problèmes de l'élargissement de la coopération commerciale Sud-Sud, tandis que d'autres portaient sur les mécanismes régissant les marchés internationaux de produits de base et leurs incidences sur les pays africains, la libéralisation des échanges de biens produits localement dans les sous-régions de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et du Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique de l'Ouest (COMESA); ainsi que les institutions financières dans la mobilisation des ressources pour le développement.

20. Parmi les réalisations dignes d'intérêt enregistrées dans le cadre du sous-programme figure l'action de recentrage des besoins spécifiques des sous-régions couvertes par les cinq MULPOC. Dans les évaluations établies par le passé, l'accent avait été mis sur la nécessité de centrer les activités des MULPOC sur la rationalisation des groupements sous-régionaux et de leurs programmes, en accordant l'attention qu'ils méritent aux objectifs nationaux ainsi qu'aux stratégies régionales, compte tenu de la première étape de la mise en oeuvre du Traité d'Abuja. Au cours de la période biennale 1994-1995, les activités des MULPOC ont été étroitement liées aux priorités de leurs sous-régions respectives.

21. L'assistance technique aux Etats membres, a essentiellement pris la forme de services consultatifs aux communautés économiques régionales (CER) et OIG et concernait les moyens de renforcer la coopération et l'intégration économiques. Dans ce cadre, la Commission de l'océan Indien (COI), l'Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement (IGADD), la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), la Zone d'échanges préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe/le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP/COMESA) et la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADCC) ont bénéficié de l'assistance technique fournie par la CEA dans des domaines cruciaux tels que les questions monétaires et financières, économiques et organisationnelles.

22. La mise en oeuvre des activités d'assistance technique prévues a été entravée par certaines difficultés dues à la baisse attendue des ressources extrabudgétaires. Il n'en reste pas moins que des projets opérationnels ont été menés à bien : cabotage maritime en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale [financement du Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le développement de l'Afrique (FASNUDA) à hauteur de 204 000 dollars E.-U]; mise en place d'un réseau de recherche sur le maïs et d'installations de communications de soutien au développement rural [financement de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en liaison avec l'ancienne Division mixte CEA/FAO]; (Système de documentation et d'information pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe) (ESADIS) (financement du Gouvernement zambien); et renforcement du secrétariat de la CEDEAO (financement du FASNUDA pour un montant de 128 489 dollars E.-U).

23. La coopération avec d'autres organisations et partenaires a été intensifiée, notamment en ce qui concerne l'application du Traité d'Abuja entré en vigueur en mai 1994. Le secrétariat conjoint CEA/OUA/BAD a lancé un programme de mobilisation de ressources pour soutenir les activités de la Communauté économique africaine (CEAf) qui a abouti à l'approbation, par le PNUD, du financement d'un projet pour un montant de 1,9 million de dollars E-U. Des actions concrètes ont également été menées pour renforcer le rôle des CER dans la mise en oeuvre du Traité. C'est ainsi, par exemple, qu'il a été procédé à la révision du projet de protocole régissant les relations entre la CEAf et les CER et à l'élaboration d'un cadre de référence pour une étude de faisabilité exhaustive sur les mécanismes d'auto-financement des CER.

24. Dans l'ensemble, le sous-programme a produit des effets dénotant une plus grande efficacité et des résultats plus marqués. En décembre 1995, le taux global d'exécution était de 95% alors que la mise en oeuvre était extrêmement faible en 1994 (16%). Des problèmes et des difficultés, essentiellement en matière de gestion et d'administration générale, se sont cependant posés au cours des deux années d'exécution du sous-programme. L'incapacité à pourvoir des postes vacants a également mis à l'exécution du sous-programme.

25. La coopération entre le sous-programme et le Groupe multidisciplinaire des conseillers régionaux de la CEA (GMCR-CEA) a concerné la mise en valeur de bassins fluviaux (Autorité du bassin du fleuve Niger) et la réalisation d'études sectorielles cruciales (énergie en Afrique du Nord, etc.).

B. Résultats et conclusions

26. Ci-après figurent les résultats et les conclusions des évaluations :

a) Les objectifs du sous-programme portaient sur des questions déterminantes directement liées aux besoins exprimés par les Etats membres et leurs OIG dans les domaines du commerce, de la coopération et de l'intégration économiques régionales;

b) Les activités menées et les résultats enregistrés, ont sur les plans quantitatifs et qualitatifs, donné satisfaction. Ils étaient en conformité avec les objectifs du sous-programme et ont été obtenus dans un cadre stratégique bien conçu où les services aux organes délibérants, la recherche et l'analyse ainsi que les activités opérationnelles sont apparus équilibrés;

c) On s'est de plus en plus rendu compte de la nécessité de mieux cibler le programme au niveau sous-régional et d'élaborer des mécanismes permettant d'assurer une coordination efficace de son exécution entre le siège et les MULPOC. Cette optique a été clairement énoncée dans les nouvelles orientations stratégiques de la CEA et devra être traduite dans le programme tel qu'il sera traité dans le Plan à moyen terme et dans les budgets - programmes y afférents;

d) Le sous-programme a néanmoins pâti dans une certaine mesure du pourcentage élevé de postes vacants; de l'insuffisance des ressources au niveau des MULPOC; et des retards enregistrés dans la restructuration de la Commission qui ont engendré des difficultés en matière de coordination du programme;

e) Le manque de ressources extrabudgétaires ainsi que l'incapacité croissante des Etats membres à mobiliser des ressources internes ont compromis l'exécution d'études et d'activités qui avaient été élaborées par le sous-programme à cette fin;

f) Il apparaît de plus en plus que la liaison entre programmes nationaux et programmes régionaux laisse à désirer et a des incidences négatives sur l'intégration économique régionale. Des efforts sont actuellement déployés pour aider les Etats membres à mettre en place le cadre institutionnel et les procédures nécessaires permettant de donner toute leur efficacité à ces liens.

g) Dans la Communauté économique des pays des Grands Lacs, l'exécution des programmes a été contrariée par les événements survenus au Rwanda, au Burundi et au Zaïre.

C. RECOMMANDATIONS

27. Les recommandations suivantes ont été formulées :

a) Il faudrait mieux cibler le programme et traiter les questions d'intégration régionale dans une optique multidisciplinaire, ce qui permettrait d'axer les activités du sous-programme sur des objectifs précis. Ces aspects devraient être pleinement pris en compte dans l'exécution du budget-programme actuel pour 1996-1997 et dans le prochain plan à moyen terme;

b) Il faudrait réorganiser les MULPOC de façon que leurs activités reflètent la hiérarchisation des objectifs de développement par sous-région. Le siège de la CEA devrait en conséquence décentraliser les ressources supplémentaires nécessaires à leur profit;

c) Les Etats membres de la Commission doivent veiller à ce que les liens entre les objectifs de développement national et les priorités sous-régionales et régionales soient dûment reflétés dans les notes de stratégies nationales.

d) La CEA devrait s'efforcer d'obtenir davantage de ressources extrabudgétaires pour son sous-programme relatif à la coopération et à l'intégration régionales, en particulier auprès du PNUD, dans le cadre du sixième cycle de programmation (1998-2003).

SOUS-PROGRAMME 3 : LUTTE CONTRE LA PAUVRETE PAR LE BIAIS D'UN DEVELOPPEMENT DURABLE

A. Idée maitresse, activités et résultats

28. Lors de la reformulation du plan à moyen terme pour la période 1992-1997 et, par la suite, du réaménagement du budget-programme pour 1994-1995, ce sous-programme est devenu l'un des plus ambitieux domaines d'activité figurant dans le programme de travail de la CEA avec son double objectif à long terme d'atténuation de la pauvreté et de développement durable. Il englobe les questions qui constituaient auparavant les sous-programmes distincts ci-après :

- agriculture et développement rural; affaires maritimes (ressources non biologiques); environnement et développement; établissements humains; et population.

29. Le traitement intégré de ces questions dans un ensemble ou une problématique repose sur une constatation fondamentale selon laquelle l'alimentation, l'habitat, l'environnement et la population sont des questions indissociablement liées pour la survie de l'homme et constituent des éléments déterminants dans la mise en oeuvre d'actions portant sur le domaine essentiel de la lutte contre la pauvreté et du développement durable.

30. C'est ainsi que l'approche stratégique mise en oeuvre pour atteindre les objectifs de ce sous-programme consistait à fournir une assistance aux Etats membres dans la conception de politiques appropriées en matière d'approvisionnement en biens alimentaires, de population, d'établissements humains et d'environnement, étant entendu que toutes les autres activités menées par la Commission dans différents domaines contribuaient pour leur part à la lutte contre la pauvreté et le développement durable.

31. Dans chaque secteur, des efforts tangibles ont été déployés pour atteindre les objectifs fixés pour la période biennale. Dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture, les actions menées ont essentiellement porté sur le renforcement des capacités des pays africains en matière d'analyse et de programmation de la politique de sécurité alimentaire et sur la sensibilisation des responsables à la nécessité d'améliorer la sécurité alimentaire, notamment par la diversification et le renforcement de la production et des revenus et l'augmentation de la ration alimentaire. C'est dans cette perspective que des mesures et des actions concrètes ont été mises en oeuvre pour garantir une production durable, une exploitation et une utilisation rationnelles des ressources alimentaires traditionnelles et non traditionnelles et des ressources dans les domaines de la pêche, des forêts et de l'élevage. Toutes ces recommandations ont été discutées dans le cadre de réunions d'experts et de conférences convoquées par le secrétariat, y compris les MULPOC.

32. Les publications (qu'il s'agisse de celles en série ou de publications non périodiques) à caractère thématique concernant la sécurité alimentaire ont fait l'objet d'une large diffusion au sein des Etats membres, des institutions régionales et internationales, y compris les universités, les centres de recherche, etc. Les destinataires sont actuellement au nombre de 700 alors qu'ils n'étaient que 500 au début de la période biennale, ce qui correspond à une augmentation de 40%.

33. Dans l'ensemble, les activités du sous-programme étaient clairement définies et adaptées aux besoins reconnus des sous-régions. A l'initiative du secrétariat, nombre d'activités ont été adjointes. C'est ainsi qu'en plus de l'exécution de 33 produits prévus, 36 produits supplémentaires ont pu être exécutés au cours de la période biennale, ce qui porte le total à 69 produits.

34. La restructuration de la FAO en 1995 a profondément affecté ce volet du sous-programme. A la suite de cette restructuration qui a abouti à la création de bureaux sous-régionaux sis à Harare (Zimbabwe), à Tunis (Tunisie) et à Accra (Ghana), la Division mixte CEA/FAO a été supprimée en juin 1995. En conséquence, les ressources disponibles ont été considérablement réduites (d'environ 2,7 millions de dollars E.-U. par an).

35. Le volet population du sous-programme a été marqué par la nécessité de préparer une série d'importantes conférences, notamment la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), tenue au Caire (Egypte) en septembre 1995, et d'en assurer le suivi. Toutes les activités ont porté sur l'élaboration d'une position africaine commune sur les questions en jeu dans ladite conférence. Cette dynamique a permis de poser des jalons tels que les rapports sur la mise en oeuvre du Programme d'action de Kilimandjaro et les perspectives d'un développement durable dans les Etats membres de la CEA, les conséquences démographiques et sociales du VIH/Sida et d'autres pandémies dans les Etats membres de la CEA. D'autres publications sont l'"Information sur la population en Afrique" et les "Séries d'études sur la population africaine", un "Manuel pour l'intégration des facteurs démographiques dans la mise en valeur des ressources humaines", l'accent étant mis sur la planification du secteur de l'éducation, ainsi que sur des études spécifiques ayant trait au suivi de la mise en oeuvre de la Déclaration de Dakar/Ngor sur la

population, la famille et le développement durable et du Programme d'action de la CIPD, qui ont reçu un accueil favorable des utilisateurs finaux.

36. Comme par le passé, la Division compétente (Division de la population) a continué de déployer des efforts en vue d'obtenir auprès des utilisateurs finaux et d'intégrer dans le processus d'évaluation, des données sur la pertinence, l'efficacité et l'incidence du sous-programme. Quasiment toutes les publications ont fait l'objet d'une évaluation par le biais de questionnaires. L'exploitation des réponses fournies, à laquelle s'ajoutent des éléments justificatifs pertinents émanant d'autres sources (conférences/réunions) démontre à l'évidence que les Etats membres ont estimé que les produits exécutés étaient pertinents et efficaces, et qu'ils ont eu un impact positif sur leurs activités dans le domaine de la population. Ils ont demandé au secrétariat de continuer à leur fournir une assistance en matière d'intégration des facteurs démographiques dans la planification du développement, de diffusion des publications sur les activités du secrétariat, d'organisation d'ateliers et de stages de formation de courte durée pour les démographes et les responsables d'institutions nationales.

37. La diffusion de documents, y compris les publications, a été limitée par les contraintes pesant sur les possibilités de traduction dans les trois langues de travail de la Commission.

38. La même dynamique générée par la participation à des conférences mondiales s'est développée dans le domaine de l'environnement et des établissements humains. S'agissant de l'environnement, le secrétariat a poursuivi ses actions de promotion de la mise en oeuvre des aspects du programme Action 21 concernant la région conformément aux questions traitées dans le plan à moyen terme à l'échelle du système en matière d'environnement du PNUE et aux nouvelles orientations de la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE). Nombre d'actions ont été mises en oeuvre dans le cadre de l'assistance fournie aux Etats membres pour la définition d'une position commune à l'égard de la mise en oeuvre des conventions et des programmes d'action de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), en particulier les conventions sur les changements climatiques, la diversité biologique et la lutte contre la désertification ainsi que le Programme d'action de la Barbade pour les petits Etats insulaires en développement. L'accent a été mis en particulier sur la surveillance et l'évaluation de l'environnement; la mise en place et le renforcement d'institutions; et la promotion de l'information sur l'environnement et de la sensibilisation du public aux problèmes d'environnement.

39. Huit numéros du "Bulletin sur l'environnement" de la CEA ont été publiés et diffusés dans le monde entier. Un "Répertoire des experts et des institutions dans le domaine de l'environnement" a également été publié et diffusé (500 exemplaires). D'importants efforts ont été poursuivis en matière de collaboration avec les institutions parrainées par la CEA, en particulier le Centre africain pour l'application de la météorologie au développement (ACMAD).

40. Les activités en matière d'établissements humains ont largement bénéficié de la tenue d'importantes conférences pour lesquelles le secrétariat a continué d'assister les Etats membres pour l'élaboration d'orientations et de stratégies nécessaires à la formulation d'une position africaine pour la deuxième Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) prévue pour juin 1996. Au cours de la période biennale, l'organisation de réunions (deux réunions ministérielles régionales et trois réunions ministérielles sous-régionales), l'assistance directe fournie aux Etats membres dans le cadre des préparatifs d'Habitat II ainsi que la diffusion de publications bien ciblées ont permis d'établir un cadre solide pour une position commune africaine.

41. L'accent a en particulier été mis sur des questions traitant spécifiquement de la pauvreté telles que les lignes directrices pour l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques d'habitat pour les populations pauvres en milieu urbain et rural, les lignes directrices pour l'amélioration de la gestion des établissements humains en vue d'un développement durable et d'une amélioration des conditions de vie dans les Etats membres, et les lignes directrices sur les systèmes durables d'énergie et de transport dans les établissements

humains. Il y a lieu de mentionner en particulier le manuel sur la planification et la gestion des établissements humains dans les zones sujettes à des catastrophes naturelles qui a été diffusé.

42 Le PNUD a financé un projet opérationnel destiné à montrer la viabilité de la production et de l'utilisation commerciale des briques en terre stabilisée au Sénégal, des tuiles en fibrociment au Cameroun et en Guinée et de la chaux en Ouganda. Des usines de production pilotes ont démarré au Cameroun, en Guinée et au Sénégal tandis qu'un four à chaux a été construit et mis en service en Ouganda. Les ministères concernés et les bénéficiaires ont manifesté leur intérêt de diverses façons.

B. Résultats et conclusions

43. Ci-après figurent les résultats et les conclusions :

a) Le sous-programme, en intégrant différents éléments fondamentaux affectant la survie de l'homme en Afrique, doit être considéré comme une entreprise certes ambitieuse mais au service d'un objectif de développement parfaitement légitime;

b) Dans l'ensemble, le sous-programme a enregistré d'excellents résultats. Environ 90% des produits prévus ont été exécutés et les questions traitées étaient pertinentes et d'actualité;

c) Malgré l'harmonisation des objectifs de développement du sous-programme, l'approche stratégique concernant sa mise en oeuvre a pris du retard; en conséquence, dans chaque volet on s'est efforcé plus au moins de poursuivre des objectifs isolément;

d) La gestion et les activités du sous-programme ont été morcelées et réparties entre différents services. En conséquence, il y a eu très peu, ou pas, de coordination;

e) La première réunion du principal organe délibérant du sous-programme, à savoir la Conférence des ministres responsables du développement durable et de l'environnement, a été reportée et n'a pu se tenir qu'en mars 1996;

f) Les ressources du sous-programme ont été profondément affectées par le retrait de la FAO qui a entraîné l'effondrement de la Division mixte. Ce fait inattendu a privé la CEA d'un soutien fondamental tant en matière de coordination des politiques avec la FAO que sur le plan des ressources financières dont aucune autre source de financement n'a encore été trouvée;

g) L'absence de suivi adéquat du sous-programme a entraîné une confusion dans l'organisation des activités du secteur agricole qui a pénalisé les efforts entrepris dans les secteurs principaux;

h) Les complexités du sous-programme exigeraient d'approfondir davantage l'analyse.

C. Recommandations

44. Les recommandations suivantes ont été formulées :

a) L'objectif stratégique du sous-programme devrait être revu afin d'établir les liens souhaités entre les différents volets. A cet effet, des arrangements devraient être pris de façon à faciliter l'analyse et la programmation intersectorielles. Le sous-programme devrait être placé sous l'autorité d'un seul organ. Cette question devrait recevoir une attention particulière dans le processus actuel de rénovation de la CEA;

b) Par la suite du retrait de la FAO de l'ancienne Division mixte CEA/FAO, il est nécessaire d'étudier le rôle de la CEA dans le secteur de l'agriculture et développement rural et d'élaborer un nouveau cadre de coopération avec cette organisation, en particulier en ce qui concerne son programme régional. La priorité devrait être accordée aux objectifs particuliers de la CEA en matière de sécurité alimentaire. Il faudrait poursuivre la coopération avec d'autres partenaires compétents comme le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds international de développement agricole (FIDA) et la Banque mondiale;

c) Il n'y avait auparavant aucun organe subsidiaire spécifiquement chargé de suivre le programme de développement agricole et rural de la CEA. La nouvelle Conférence des ministres responsables du développement durable et de l'environnement devrait s'assurer que les différents volets du sous-programme sont traités de façon globale. Elle devrait également indiquer la politique à adopter s'agissant de la problématique qui constituent les domaines interdépendants, et dont il faut poursuivre l'étude constamment afin qu'elle demeure pertinente dans le contexte du développement de l'Afrique;

d) Il faudrait renforcer le contrôle intégral du sous-programme au niveau de la coordination de la politique de la CEA pour éviter, notamment, de s'écarter des activités prévues;

e) Le sous-programme devrait être évalué de façon autonome, en privilégiant l'aspect régional. A cet effet, les dispositions budgétaires requises devraient être prises dans l'exercice biennal 1996-1997. Parallèlement, mais préalablement à l'évaluation approfondie, le sous-programme devrait élaborer des indicateurs de performance pour la lutte contre la pauvreté et pour le développement durable. A cet égard, la CEA devrait collaborer avec des sous-programmes concernés et des institutions compétentes des Nations Unies en vue d'analyser les indicateurs existants, d'en mettre au point de nouveaux et de s'efforcer de fixer un ensemble d'indicateurs reconnus par tous et applicables aux pays africains.

SOUS-PROGRAMME 5 : MISE EN VALEUR DES RESSOURCES HUMAINES ET TRANSFORMATION SOCIALE

A. L'idée maîtresse, activités et résultats

45. Ce sous-programme accordait une importance considérable aux questions interdépendantes de mise en valeur des ressources humaines et de transformation sociale. Ainsi, pendant la période biennale, les activités ont été principalement axées sur l'assistance aux Etats membres dans les domaines :

a) De la planification, de la mise en valeur et de l'exploitation des ressources humaines et du développement social;

b) De la mise en place et du renforcement des capacités humaines et institutionnelles dont celles des organisations nongouvernementales (ONG) et des organisations populaires; et

c) De la promotion, de la participation populaire et du renforcement de l'aspect social du développement.

46. L'exécution des activités prévues a grandement été facilitée grâce à une plus grande collaboration entre les gouvernements, les OIG, les ONG, les institutions des Nations Unies et d'autres organismes. Une assistance technique a été fournie pour aider les Etats membres surtout au moyen de séminaires, d'ateliers, de conférences et de réunions organisés au niveau national, sous-régional et régional.

47. La restructuration du mécanisme intergouvernemental en 1993 a débouché sur la création de la Conférence des ministres africains responsables du développement humain, dont la réunion inaugurale a été tenue à Addis-Abeba en 1994. Lors de cette réunion, la Conférence a adopté une position commune africaine sur le développement humain et social en Afrique qui est entré en ligne de compte dans la Déclaration et le Programme d'action du Sommet mondial pour le développement social.

48. Il existe un Comité ministériel de suivi des Quinze de la Conférence, qui se réunit deux fois par an.

49. Le "Rapport sur le développement humain en Afrique", publication biennale de la CEA lancée en 1995, sera le principal moyen de suivi des progrès accomplis en matière de développement humain en Afrique.

50. Le sous-programme a tenu à intégrer les nouvelles priorités dans ses activités, notamment en faisant un plus grand appel à tous les partenaires de la société civile. Un Forum mondial des ONG sur l'"édification de sociétés durables : le rôle des ONG dans les situations d'urgence et le développement social", auquel ont pris part plus de 200 participants a été tenu à Addis-Abeba en mars 1994.

51. Des réunions régionales, des conférences nationales et des réunions de groupes spéciaux d'experts ont été organisées en vue de régler les problèmes majeurs de la société africaine comme les conséquences des conflits armés sur les enfants, famine en Ethiopie : s'inspirer du passé pour préparer l'avenir, les effets de la drogue sur les jeunes, etc.

52. Pendant la période biennale, la collaboration s'est accrue avec les institutions soeurs de l'ONU dans les domaines de la santé, de l'emploi, des droits de l'homme, etc.

53. Des rapports ont été établis sur des questions telles que les suivantes : la réorientation des programmes d'enseignement en vue des nouveaux enjeux du développement et l'éducation pour la paix; la planification, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines; les manuels de formation en gestion et administration de l'enseignement; les conséquences sociales des programmes d'ajustement structurel (PAS) en Egypte et au Cameroun; les conséquences socio-économiques du sida sur les ménages et les familles; aperçu de la situation régionale et internationale en matière de drogue; etc.

54. Un "Atlas pour enfants" publié conjointement avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et a été particulièrement bien accueilli en Afrique et dans le monde. Le Rapport sur le développement humain en Afrique paraîtra tous les deux ans. La première publication de la série présentait un débat sur le développement humain, la notion de développement humain et l'évaluation de ce développement et l'état du développement humain en Afrique. Les thèmes principaux étaient les objectifs pour l'enfance, la santé pour tous et l'éducation de base pour tous.

55. Un certain nombre de publications et de rapports importants ont porté sur la question du développement participatif, avec des études de cas pour plusieurs pays : Ethiopie, Gambie, Ghana, Namibie, Nigéria, Ouganda, etc.

56. Des initiatives particulières traduisant la nouvelle orientation du sous-programme ont porté sur des questions comme les liens entre les secours et le développement, cas du Rwanda, les femmes, la constitutionnalité et la participation populaire dans les nouveaux gouvernements régionaux en Ethiopie, et la stratégie de communication pour le développement en Afrique australe.

57. L'idée directrice de ces activités était d'aider les Etats membres à mettre en place des capacités techniques et de gestion (connaissances, qualifications et attitudes) en matière de planification, de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines, en s'attachant particulièrement aux capacités techniques en matière de planification de la main-d'oeuvre et de l'emploi, de formation de formateurs, d'élaboration de programmes pour la paix et l'édification de la nation, d'esprit d'entreprise et de développement du secteur informel, de dimension sociale du développement et de participation populaire au développement.

58. Dans l'ensemble, il est prévu dans le sous-programme d'insister davantage sur la nécessité de travailler avec les ONG et les organisations populaires afin de soutenir le développement en Afrique, de mener à terme sa mission et de mettre en oeuvre ses programmes et activités. La communauté internationale a manifesté son intérêt et son soutien dans ce domaine en accroissant l'aide bilatérale aux projets et le financement correspondant. Cela a permis de lancer des projets de renforcement des capacités en Afrique australe.

59. La qualité des produits exécutés pendant la période biennale a été évaluée régulièrement par le biais de questionnaires envoyés aux utilisateurs. Cette démarche a permis :

- a) De définir la réaction des utilisateurs en évaluant les attitudes envers les activités, produits, publications, rapports, réunions, conférences, séminaires ou ateliers;
- b) De déterminer ce que les utilisateurs ou participants croient avoir appris d'une publication, d'un rapport, d'une conférence, d'un séminaire ou d'un atelier;
- c) De savoir dans quelle mesure des comportements et des compétences ont été affectés ou modifiés par les activités ou les résultats;
- d) De déterminer l'efficacité des activités et des produits dans la solution des questions et problèmes posés.

60. L'analyse de ces documents d'évaluation, comportant un examen de la documentation à l'intention des organes délibérants, a démontré la pertinence du sous-programme et de sa conception dans la poursuite des objectifs, ainsi que l'intérêt et l'utilité des activités menées et des produits exécutés. S'il faudrait mener davantage d'études au niveau national pour évaluer l'impact du sous-programme, on pourrait cependant signaler que celui-ci a efficacement contribué à créer de nouvelles approches des politiques et méthodologies en matière de mise en valeur des ressources humaines, comme l'a amplement prouvé la bonne préparation du Sommet mondial pour le développement social.

61. L'exécution des activités au titre du sous-programme a pâti de l'insuffisance des ressources financières. La crise financière, doublée d'un gel du recrutement, a été un handicap sérieux.

B. Résultats et conclusions

62. Ci-après figurent les résultats et les conclusions :

a) La mise en oeuvre du sous-programme a nécessité la participation étroite des Etats membres par le biais du nouveau mécanisme intergouvernemental traitant à la Commission des questions de développement humain. Grâce aux réunions de la Conférence des ministres africains responsables de développement humain et de son Comité de ministériel de suivi des Quinze, les gouvernements africains, les OIG, les ONG, la société civile et les partenaires internationaux de la CEA ont pu disposer d'un forum adéquat où examiner librement les progrès accomplis dans la résolution des problèmes liés au développement humain et élaborer des stratégies appropriées;

b) Le sous-programme a été une réussite dans la collaboration avec les ONG et les organisations populaires pour soutenir le développement en Afrique et mettre en oeuvre les activités et programmes par le biais d'activités opérationnelles concrètes;

c) Le sous-programme a été mis en oeuvre grâce à la mobilisation dynamique des ressources extrabudgétaires de la division responsable, notamment en matière de participation populaire et de renforcement des capacités et des institutions. Le projet de relatif à la participation populaire, en place dans le cadre du sous-programme, montre comment peut se développer une collaboration constructive avec un donateur bilatéral, comme l'exemple de l'Allemagne et du "Gesellschaft fuer Technische Zusammenarbeit" (GTZ) qui a porté son financement du programme de travail 1996-1997 à 1 million DM;

d) Il y a eu une intense activité interinstitutions de coopération, de collaboration et de coordination menée entre la division responsable du sous-programme, les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires bilatéraux ou multilatéraux pour le suivi de l'application des résolutions et stratégies convenues au niveau régional. Toutefois, la coordination et la collaboration entre divisions au sein de la CEA elle-même laisseront beaucoup à désirer.

C. Recommandations

63. Les recommandations suivantes ont été formulées :

a) Une stratégie cohérente pour l'application des recommandations des grandes conférences récentes ^{2/} devrait être mise en oeuvre sous les auspices de la CEA. Il faudrait, dès que possible, rassembler ces recommandations, estimer leurs coûts et proposer un cadre d'application;

b) La Division devrait continuer à axer ses efforts sur des activités qui sont d'un intérêt pratique pour les Etats membres, comme c'est actuellement le cas du projet relatif à la participation populaire. Les activités qui n'ont pas un caractère exceptionnel ou ne produisent aucune valeur ajoutée dans la solution des questions qui préoccupent les Etats membres devraient être réduites ou abandonnées;

c) Il faut envisager une plus grande décentralisation des activités. Il y a lieu de renforcer la collaboration et la coordination entre les MULPOC et le sous-programme, notamment en ce qui concerne l'échange de données et d'informations pour le développement.

SOUS-PROGRAMME 9 : FEMMES ET DEVELOPPEMENT

A. Idée maîtresse, activités et résultats

64. Les anciens sous-programmes ont été plus au moins affectés par la réorganisation thématique du programme du travail de la Commission, mais celui concernant les femmes et le développement est resté autonome. Grâce à ce statut particulier en 1994 et 1995, un recentrage a été possible et il a été plus facile d'assurer le suivi et la gestion du programme. En revanche, cette autonomie a continué à isoler le sous-programme sur les femmes des autres activités de la Commission.

65. Pendant la période concernée, le sous-programme a poursuivi les principaux objectifs de développement comme indiqué dans le plan à moyen terme (PMT) pour la période 1992-1997 en vue d'obtenir une participation plus effective des femmes au développement socio-économique de la région. En conséquence, le secrétariat a soutenu les Etats membres dans les domaines suivants :

a) Renforcement de la participation des femmes à la prise de décisions, notamment en ce qui concerne l'élaboration des politiques et la conception des programmes de développement;

b) Mise au point de nouvelles approches conceptuelles qui permettront d'analyser les questions relatives aux femmes d'un point de vue féminin;

c) Accroissement des chances d'emploi des femmes en encourageant leur esprit d'entreprise et en leur facilitant l'accès aux ressources productives;

^{2/} Première réunion de la Conférence des ministres africains responsables du développement humain (20 et 21 janvier 1994, Addis-Abeba, Ethiopie); Sommet mondial pour le développement social (6-12 mars 1995, Copenhague, Danemark) et première réunion du Comité ministériel de suivi des Quinze de la Conférence des ministres africains responsables du développement humain (13-16 novembre 1995, Addis-Abeba, Ethiopie).

d) Renforcement des réseaux d'information existants en créant une base de données sur les femmes et en proposant un descriptif positif des questions relatives aux femmes en Afrique;

66. Au regard des objectifs susmentionnés, le secrétariat a été appelé à fournir aux Etats membres une stratégie complète comprenant les activités suivantes :

a) Analyses globales des nouvelles tendances socio-économiques et de leur impact sur la femme africaine;

b) Renforcement des compétences et qualifications des femmes pour leur permettre d'assumer un rôle de premier plan;

c) Mise en place de programmes de formation visant à améliorer la maîtrise et la gestion de la production ainsi que la répartition des services, notamment pour les femmes du secteur agricole;

d) Fourniture de services consultatifs aux Etats membres pour les aider à élaborer des programmes tenant compte des besoins et des préoccupations des femmes;

e) Collecte et diffusion de données sur les femmes et le développement ainsi que production de publications dont un bulletin sur la femme africaine;

f) Renforcement des mécanismes régionaux et sous-régionaux pour l'intégration de la femme dans le développement.

67. Dans la réalisation de ces objectifs stratégiques, le sous-programme a pleinement mis à profit les possibilités des organes de coordination des politiques ainsi que celles offertes par les travaux de recherche, les études et les activités opérationnelles. Les activités des dispositifs régionaux et sous-régionaux de coordination se sont avérées déterminantes pour la mise en oeuvre du sous-programme qui se révélait difficile en raison des liens entre les activités nationales, régionales et mondiales des femmes au titre des programmes de développement, dans le cadre de la Conférence mondiale sur les femmes organisée à Beijing (Chine) en septembre 1995.

68. Le sous-programme a contribué, par des préparatifs techniques et des services organisationnels assurés pendant toute la période biennale, à élaborer la Plate-forme d'action africaine présentée et adoptée à Beijing en tant que partie du Programme d'action mondial.

69. L'élaboration de politiques et de stratégies appropriées a donc été une question fondamentale pendant la période biennale 1994-1995 et a été considérée comme la question majeure d'un façon ou d'une autre dans toutes les activités. Des études ont été menées sur différents aspects du rôle des femmes dans les domaines social, politique et économique, servant ainsi de base pour de nouvelles stratégies tendant à accélérer la mise en oeuvre des "Stratégies prospectives de Nairobi pour la promotion de la femme" et de leur version revue dans la "Déclaration d'Abuja sur le développement participatif : rôle de la femme africaine au cours des années 90".

70. Les moyens d'intervention nécessaires mis au point pendant la cinquième Conférence régionale africaine sur les femmes, tenue à Dakar (Sénégal) en novembre 1994 et pendant les réunions du Comité régional africain de coordination pour l'intégration de la femme au développement (CRAC), ont fait l'objet des mesures complémentaires requises, en étroite collaboration avec les organismes internationaux comme la Commission de la condition de la femme, l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW), le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) et d'autres organismes de coordination intergouvernementaux compétents.

71. Des études et des publications ont traité de questions telles que les instruments juridiques utiles à la femme africaine; l'émancipation politique et économique des femmes; les droits de la femme, les questions sociales; la femme, l'environnement et le développement durable; etc. Des principes directeurs pour la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action africaine ont également été élaborés.

72. Des efforts considérables ont été fournis pour renforcer la base de données sur les femmes créée et gérée par le sous-programme. Le bulletin du CAF est publié deux fois par an, l'accent étant mis sur les problèmes qui se posent aux gouvernements. En outre, une masse considérable de matériels et de services d'information a été produite dans le cadre de la cinquième Conférence régionale et de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

73. Un important centre d'intérêt dans le sous-programme a été le renforcement des capacités. A cet égard, le sous-programme s'est principalement servi des réunions spéciales d'experts pour atteindre les objectifs fixés. Une réunion spéciale a été organisée afin de créer une banque africaine pour les femmes, une autre pour étudier le projet de la Plate-forme d'action. Quatre stages de formation se sont tenus sur l'élaboration des rapports nationaux concernant la mise en oeuvre des Stratégies prospectives de Nairobi.

74. Dans l'ensemble, le sous-programme a été appliqué presque entièrement si l'on tient compte des activités ajoutées par la suite et de celles qui ont dû être reportées.

B. Résultats et conclusions

75. Ci-après figurent les résultats et les conclusions :

a) Les objectifs énoncés dans les Stratégies prospectives de Nairobi, et affinés plus tard dans la Déclaration d'Abuja visaient l'autonomisation des femmes pour leur participation pleine et entière à la transformation socio-économique du continent. Un appel a été lancé pour privilégier l'accroissement des opportunités pour les femmes et leur garantir un meilleur accès aux ressources productives et à l'information. Ces objectifs sont directement pris en compte dans la conception du sous-programme et dans ses activités;

b) Les principales activités du sous-programme ont été axées sur la préparation et le suivi des conférences régionales et mondiales sur les femmes. Les défis ont été bien relevés grâce à un ensemble d'activités appropriées sous forme de services aux organes délibérants, de travaux de recherche, de services d'information, de formation et de services consultatifs. Les activités ont abouti à la préparation et à l'adoption de la Plate-forme d'action africaine pour la promotion de la femme. La Plate-forme qui constitue la Position commune africaine pour la quatrième Conférence mondiale sur les femmes explique clairement les actions spécifiques devant être entreprises par les gouvernements, les ONG, les OIG ainsi que par les institutions internationales dans le but de renforcer la capacité des femmes afin de leur permettre de mieux affronter les défis du XXe siècle. La Plate-forme a été entérinée par la Conférence des ministres de la CEA et par les chefs d'Etat et de gouvernement africains en tant que schéma directeur pour tous les efforts déployés pour la promotion de la femme en Afrique;

c) Un autre fait qu'il conviendrait de noter est le processus de renforcement des capacités, lancé par le sous-programme grâce au perfectionnement des compétences et à l'accroissement des opportunités. La mise en place de la Fédération africaine des femmes entrepreneurs (FAFE) en juin 1993 a favorisé la prestation de services continus pour les femmes afin d'améliorer leurs compétences dans les secteurs commercial et industriel. L'impact de ces activités ne fait que se renforcer comme le démontre la préparation par la Fédération d'une foire commerciale mondiale et d'un forum sur les investissements prévu à Accra (Ghana) en juin 1996;

d) Le sous-programme a fait face à la demande croissante de services consultatifs dans les Etats membres destinés à l'élaboration de plans et programmes nationaux ayant trait aux besoins et préoccupations des femmes et au suivi accéléré de l'exécution des stratégies et plans régionaux et mondiaux ainsi qu'à des publications relatives aux femmes. Toutefois, nombre de demandes n'ont pu être satisfaites faute de fonds, notamment de fonds provenant de contributions volontaires des donateurs.

C. Recommandations

76. Les recommandations suivantes ont été formulées :

a) Il faudrait entreprendre une planification à long terme et une budgétisation plus réalistes qui prennent en compte d'éventuels problèmes critiques nouveaux afin d'éviter tout blocage dans la mise en oeuvre;

b) Etant donné l'élargissement de la portée des objectifs du sous-programme, après l'adoption de la Plate-forme d'action africaine et étant donné de nouveaux besoins pour sa mise en oeuvre, les prochaines révisions du budget-programme pour 1996-1997 et le plan à moyen terme pour la période 1998-2003 devraient refléter ces changements;

c) Le sous-programme devrait être exécuté avec davantage de souplesse en mobilisant des ressources extrabudgétaires additionnelles afin d'élargir les activités opérationnelles, l'accent étant mis en particulier sur le renforcement des capacités des femmes. Un dossier contenant des propositions de projets appropriés devrait être constitué en vue de négociations avec les donateurs.

III. EVALUATIONS APPROFONDIES

77. Les évaluations approfondies doivent être perçues comme compléments essentiels des auto-évaluations qui sont principalement limitées aux questions de gestion au niveau du sous-programme. Ces études nécessitent beaucoup d'apports techniques en termes d'organisation et d'analyse de fond. Elles sont en général entreprises au Siège de l'ONU par le Groupe central d'évaluation (CEU) qui a été actuellement intégré au Bureau des services de contrôle interne.

78. Des évaluations approfondies devraient être entreprises lorsque de grands programmes nécessitent d'être examinés et revus en profondeur dans le but d'élaborer des recommandations appropriées permettant au Conseil économique et social et à l'Assemblée générale de prendre des décisions tendant à améliorer l'utilité, l'efficacité et l'incidence globales des programmes de l'Organisation des Nations Unies, dans le cadre des objectifs et politiques intergouvernementaux.

79. Pendant l'exercice biennal 1994-1995, deux importantes évaluations approfondies intéressant directement la CEA ont été effectuées.

A. Evaluation approfondie du sous-programme de la CEA sur la mise en valeur des ressources naturelles et de l'énergie

80. La Conférence des ministres de la CEA a demandé, dans le paragraphe 4 du dispositif de la résolution 776 (XXIX) en date du 4 mai 1994 intitulée "Evaluation et renforcement du programme d'activités de la CEA dans le domaine des ressources naturelles, de l'énergie et des affaires maritimes" qu'"une évaluation approfondie du sous-programme soit effectuée au cours de la période biennale 1994-1995". Cet appel fait suite aux résultats et conclusions des auto-évaluations des composantes respectives du sous-programme, effectuées pendant l'exercice biennal 1992-1993.

81. Les résultats et les conclusions entre autres ont mis l'accent sur la nécessité de renforcer le sous-programme, compte tenu des priorités en évolution, en particulier eu égard à la coopération régionale concernant les bassins lacustres et fluviaux partagés, la mise en valeur des ressources de la mer dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, des stratégies de mise en valeur des ressources minérales et de l'énergie et des inventaires cartographiques.

82. L'évaluation approfondie du sous-programme qui a suivi a été menée par le Département des services d'appui et de gestion pour le développement (DDSMS) de l'ONU sous les auspices du Bureau des services de contrôle interne et en étroite coopération avec la CEA. Le cadre de référence de l'étude a été présenté et approuvé à la réunion de 1995 de la Conférence des ministres de la CEA.

83. L'évaluation a porté sur les six volets du sous-programme, à savoir les ressources minérales, les ressources en eau, les ressources énergétiques, la cartographie, la télédétection et les affaires maritimes. Le rapport d'évaluation reposait sur un examen de l'orientation du programme et sur une analyse technique de la qualité et de la pertinence des principaux produits exécutés durant la période 1992-1995 ainsi que sur une enquête effectuée auprès de fonctionnaires des pays membres de la CEA et des organismes des Nations Unies.

84. Les résultats de l'étude se sont ressentis de divers problèmes résultant essentiellement de la crise financière au sein de l'Organisation des Nations Unies qui s'est exacerbée au cours du second semestre de 1995. En conséquence, aucune visite sur le terrain n'a été effectuée afin d'évaluer les incidences sur place. Malheureusement, l'étude a dû être limitée à un examen sur dossier et aux réponses à un questionnaire qui néanmoins reflètent les vues indépendantes d'experts dans les domaines concernés.

85. L'étude est soumise à la Conférence des ministres pour examen en vue d'observations sur le suivi souhaité (E/ECA/CM.22/10/Add.1).

86. Il ressort en général du rapport d'évaluation que les produits techniques examinés étaient de qualité bonne à excellente et que les activités entreprises étaient conformes aux objectifs indiqués dans le plan à moyen terme. Le caractère limité des ressources disponibles est apparue comme une grave contrainte exigeant une nouvelle hiérarchisation des activités. Il a été également fait observer que le projet de budget-programme pour la période biennale 1996-1997 indiquait des ouvertures de crédits trop réduites pour exécuter le programme relatif aux affaires maritimes.

87. Outre les conclusions propres à chacun des six volets du sous-programme, les deux recommandations globales suivantes ont été formulées :

a) Recommandation 1 : Intensification de la coopération sous-régionale

88. Le volume actuel des ressources disponibles à la CEA ne permet pas un traitement efficace des activités de fond prévues au titre du sous-programme sur la mise en valeur des ressources naturelles et de l'énergie, compte tenu de leur gamme et de leur portée. Dans le sous-programme de la CEA relatif aux ressources naturelles et à l'énergie, il faudrait réduire le nombre de publications et centrer les activités et priorités sur la coopération sous-régionale et la collaboration avec les organismes des Nations Unies.

b) Recommandation 2 : Statut de centre responsable de la collecte et de la diffusion d'informations

89. Les 10 fonctionnaires des organismes des Nations Unies (interrogés) et les quatre lecteurs (choisis parmi des organismes compétents des Nations Unies) se sont montrés intéressés par l'instauration d'arrangements de collaboration propres à assurer la coordination dans l'élaboration de stratégies et de politiques aux niveaux régional et sous-régional - domaine dans lequel la Commission a un rôle tout

particulier - avec les activités opérationnelles des organismes mondiaux qui mobilisent, pour de telles activités, davantage de ressources que la CEA. Aux fins de cette collaboration, la CEA devrait être désignée, comme centre responsable de la collecte et de l'échange d'informations sur les ressources minérales, les ressources en eau et les ressources énergétiques, produites aussi bien dans les organismes du système qu'à la Commission elle-même, ainsi que de la diffusion de ces informations auprès des pays membres. Lesdites informations faciliteront aussi le rôle d'organisme chef de file de la CEA en matière d'analyse des politiques et d'élaboration de stratégies. La Commission pourrait démarrer ce processus d'abord dans le domaine des ressources en eau où elle fait office de secrétariat du groupe interinstitutions pour l'eau.

B. Programme 45 : Afrique : Situation économique critique, redressement et développement

90. Une évaluation indépendante de l'efficacité du système des Nations Unies dans la mise en oeuvre du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique dans les années 90 (UN-NADAF) et de son Plan d'action à l'échelle du système a été entreprise par le Corps commun d'inspection (CCI) en janvier et mai 1995. La Conférence des ministres de la CEA a examiné un rapport intérimaire sur l'évaluation en 1994.

91. L'évaluation a permis de traiter les questions de développement cruciales que sont la prise en charge et la maîtrise du développement par les gouvernements et les populations d'Afrique. Elle a également fourni d'importantes informations sur la mesure dans laquelle les politiques de développement de l'Afrique (qui évoluent) répondent aux priorités et objectifs de l'UN-NADAF.

92. Au début de l'évaluation, des questionnaires séparés ont été envoyées aux Etats membres africains, aux représentants résidents du système des Nations Unies basés en Afrique et aux sièges des organisations du système, demandant des renseignements sur leurs priorités actuelles de développement et leurs points de vue sur les mesures destinées à sortir le continent de sa situation présente. En outre, les inspecteurs ont effectué des missions séparées dans neuf pays d'Afrique centrale, d'Afrique de l'Est, d'Afrique australe et d'Afrique de l'Ouest en vue d'obtenir des informations de première main sur les priorités de développement poursuivies sur le terrain par les gouvernements africains et les organisations du système des Nations Unies, dans le cadre du nouvel Ordre du jour. Des consultations intensives ont aussi été menées avec la CEA au cours de la visite effectuée par les inspecteurs au début du mois de février 1995.

93. Le rapport du CCI contient 14 recommandations adressées spécifiquement au système des Nations Unies, à l'Organisation des Nations Unies, à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et aux Etats membres africains. Les paragraphes du dispositif de ces recommandations qui revêtent un intérêt particulier pour la CEA figurent ci-dessous :

Recommandation 5 : Coopération et coordination interorganisations

a) Le PNUD et la CEA devraient intervenir plus activement pour aider les pays africains à élaborer des études nationales de prospective à long terme et des plans de développement à haute intensité d'intégration sous-régionale et comportant des engagements au niveau mondial, qui pourraient servir de plan directeur pour toutes les autres activités de programmation de pays;

b) An niveau régional : Afin d'éviter les doubles emplois et de réduire les coûts financiers des réunions consultatives que la CEA et l'OUA organisent actuellement avec les organismes des Nations Unies et la communauté des donateurs, le Secrétaire général de l'ONU, en tant que Président du CAC, et le Secrétaire général de l'OUA, en consultation avec les Etats Membres africains, devraient proposer conjointement la mise sur pied d'une Conférence africaine pour le développement qui augmenterait le nombre des membres de la Conférence des ministres de la CEA et renforcerait son autorité, et dont le champ d'application serait à l'échelle du système. L'Equipe spéciale interorganisations sur le développement de

l'Afrique et le Groupe de secrétariat OUA/CEA/BAD pourraient élaborer un projet de mandat de la conférence proposée qui serait examiné par le CAC et présenté pour suite à donner aux organismes intergouvernementaux compétents;

c) Au niveau mondial : Dans le cadre de la nouvelle initiative du CAC concernant l'Afrique, il faudrait envisager de créer un groupe de travail interorganisations permanent pour le secteur primaire dont seraient membres la CEA, la FAO, le CCI (Centre du commerce international CNUCED/GATT), la CNUCED, le PNUD, l'ONUDI, l'OMC et d'autres organisations intéressées comme la Banque mondiale et le Fonds commun pour les produits de base. Ce groupe de travail aurait pour mission de :

- i) Mettre au point et promouvoir une vue intégrée des problèmes de développement qui se posent dans le secteur primaire africain, tels qu'ils sont analysés aux paragraphes 93 à 107 du présent rapport, et proposer des mesures concrètes que pourraient prendre les pays africains, les grands organismes intergouvernementaux, en particulier l'Assemblée générale et le Conseil économique et social, et les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique;
- ii) Concevoir des propositions pragmatiques de caractère technique afin de développer et de structurer la coopération entre pays exportateurs et pays importateurs pour les produits de base qui ne sont pas encore visés par des accords internationaux, en particulier dans le domaine des fruits et légumes frais, et de renforcer les accords de produit existants;
- iii) Fournir des avis techniques sur les questions concernant les produits de base aux pays africains et aux PMA en général, spécialement dans le cadre des examens qui porteront sur l'application des accords issus des négociations d'Uruguay, et préconiser des mesures visant à abaisser davantage encore les barrières tarifaires et non tarifaires, renforcer la transparence des marchés et les mécanismes de fixation des prix, ainsi que d'autres mesures propres à augmenter de manière durable pour les pays africains les recettes d'exportation et les dividendes de la diversification des produits de base.

Recommandation 6 : Appui à l'intégration sous-régionale

Compte tenu de l'importance capitale que les Etats Membres africains assignent à présent aux groupements économiques qu'ils ont créés pour accélérer l'application du Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine, les organisations de développement concernées devraient réaménager en conséquence les priorités et activités nationales et multinationales autour de pôles sous-régionaux de développement de la manière suivante :

c) La CEA et les MULPOC et, chaque fois que cela est possible, le secrétariat de l'Equipe spéciale interorganisations sur le développement de l'Afrique devraient prendre part à des opérations de programmation par pays ouvrant la voie à des initiatives multinationales;

d) Chaque organisation devrait, dans toute la mesure du possible :

- i) Etablir et appuyer de manière continue un réseau de jumelage, à l'échelon sous-régional ou multinational, d'institutions nationales analogues (publiques et privées), afin de renforcer la collaboration technique entre ces institutions et de promouvoir un échange de personnel et une utilisation rationnelle des ressources au sein de chaque sous-région;

- ii) Collaborer plus étroitement avec les MULPOC de la CEA dans les différentes sous-régions;
- e) Les organisations qui possèdent des bureaux de pays en Afrique mais ne disposent pas de bureaux sous-régionaux devraient prendre les mesures requises pour que:
 - i) Dans chaque sous-région ou group de pays (par exemple le Sahel (CILSS), la Corne de l'Afrique (Autorité intergouvernementale pour la lutte contre la sécheresse et pour le développement), la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), la Communauté de développement de l'Afrique australe, etc.), un bureau de pays soit désigné et doté de tout ce qu'il faut pour servir de bureau ou de pivot sous-régional chargé de programmer et de gérer les activités internationales de la sous-région; en conséquence, la responsabilité de la gestion opérationnelle de pareilles activités, qui incombait jusqu'ici au Siège, devrait être décentralisée. Les bureaux ainsi désignés par les organisations devraient, dans toute la mesure du possible, être établis dans la même ville que les MULPOC de la CEA;
 - ii) Tous les bureaux de pays en Afrique adoptent une approche nettement sous-régionale ou axée sur un groupe de pays, en particulier dans les opérations de programmation par pays; l'allocation des ressources par pays devrait être rationalisée de manière optimale sur une base sous-régionale ou multinationale, afin de maximiser le rôle dévolu aux approches multinationales dans la mise au point de solutions d'un meilleur rapport coût-efficacité des problèmes de développement communs;
- f) Afin de renforcer davantage encoure l'harmonisation et la rationalisation des activités de pays des organisations dans chaque sous-région, l'Equipe spéciale interorganisations sur le développement de l'Afrique, la CEA et le PNUD devraient organiser des réunions annuelles ou biennales de coordination des programmes pour les représentants de pays ou les coordonnateurs résidents des organismes des Nations Unies dans chaque sous-région, qui seraient présidées par les chefs de secrétariat des différentes communautés économiques sous-régionales et dont le service serait assuré par la CEA et/ou par ses MULPOC.
- g) Les organisations devraient remplacer leurs programmes continentaux pour l'Afrique ou pour l'Afrique subsaharienne par des programmes multinationaux sous-régionaux s'étendant aux principales communautés économiques de la région.

Recommandation 7 : Participation des femmes au développement

Compte tenu du rôle essentiel que les femmes jouent dans le développement de l'Afrique, les organismes des Nations Unies devraient envisager en priorité d'appliquer les recommandations formulées dans la Plate-forme d'action africaine adoptée par la cinquième Conférence régionale africaine sur les femmes, tenue à Dakar (Sénégal) en novembre 1994 et brièvement décrite au paragraphe 67 du présent rapport.

Recommandation 8 : Renforcer l'application du nouvel Ordre du jour des Nations Unies pour le développement de l'Afrique

- a) Afin de remédier aux graves lacunes relevées par les membres du CCI dans les mécanismes institutionnels actuels du nouvel Ordre du jour au sein du Secrétariat de l'ONU, le Secrétaire général devrait proposer à l'Assemblée générale, dans le cadre de son initiative spéciale pour l'Afrique, de nouveaux objectifs pour le programme 45 dans le prochain plan à moyen terme et dans le prochain budget-programme,

de manière à utiliser de façon optimale les ressources du programme pour fournir un appui direct aux pays d'Afrique et exercer un effet de levier en vue de la mobilisation de ressources additionnelles et d'autres initiatives opérationnelles lancées par les organismes des Nations Unies;

b) La restructuration du secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique devrait être poursuivie en tenant compte des mesures recommandées par les membres du CCI au paragraphe 151 du présent rapport et de la nécessité de renforcer les complémentarités en général et la répartition du travail en particulier avec d'autres entités du Secrétariat (Département des services d'appui et de gestion pour le développement, CNUCED, CNUEH, HABITAT), ainsi qu'avec d'autres institutions spécialisées, en particulier la FAO et l'ONUDI.

94. Etant donné l'importance cruciale du rapport d'évaluation, le texte intégral du document est soumis à la Conférence des ministres sous la cote E/ECA/CM.22/10/Add.3 pour examen et afin que les Etats membres formulent éventuellement d'autres recommandations.

Annexe I**CALENDRIER PROPOSE POUR L'EVALUATION DU PROGRAMME 1992-1997**

Sous-programme		Exercice biennal 1992-1993	Sous-programme	Exercice biennal 1994-1995	Exercice biennal 1996-1997
1.	Questions et politiques relatives au développement (en partie)	*	1.	Questions et politiques relatives au développement	*
5.	Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral ou pays insulaires en développement				
13.	Politiques et stratégies monétaires et financières				
14.	Gestion de la dette extérieure de l'Afrique (en partie)				
2.	Coopération et intégration économiques	*	2.	Commerce, coopération et intégration économiques régionales	
12.	Développement du commerce et coopération commerciale				
20.	Tourisme				
3.	Agriculture et développement rural	*	3.	Lutte contre la pauvreté par le biais d'un développement durable	◆
4.	Affaires maritimes (ressources non biologiques)				
9.	Environnement et développement				
10.	Etablissements humains				
18.	Population				
6.	Administration publique et affaires fiscales		4.	Administration et gestion du développement	●
1.	Questions et politiques relatives au développement (en partie)		5.	Mise en valeur des ressources humaines et transformation sociale	●
7.	Développement social				
1.	Questions et politiques relatives au développement (en partie)		6.	Développement de la statistique et des systèmes d'information	●
21.	Développement de la statistique				

Sous-programme		Exercice biennal 1992-1993	Sous-programme	Exercice biennal 1994-1995	Exercice biennal 1996-1997
4.	Affaires maritimes (ressources non biologiques) Ressources naturelles	●	7.	Mise en valeur des ressources naturelles et de l'énergie	◆
15.	Energie, y compris les sources nouvelles et renouvelables	●			
16.	Sources d'énergie	●			
11.	Développement industriel		8.	Transformation des structures et des infrastructures	●
17.	Science et technique au service du développement				
19.	Transports et communications				
8.	Promotion de la femme		9.	Femmes et développement	●
	Total	6(*)		4(*) 1(◆)	4(*) 1(◆)

● Réflétant la nouvelle structure du plan à moyen terme révisé et la fusion des anciens sous-programmes.

* Auto-évaluation

◆ Evaluation approfondie.